Vous n'aurez point oublié ce que vous dites le lendemain, & que vous confirmâtes depuis à plusieurs personnes dignes de foi, que vous aviez été surpris, & que vous ne sçaviez pas le fait tel qu'il étoit.

Faut-il encore vous rappeler, Monseigneur, ce fait que l'on affecte de déguiser si étrangement ; le voici. Il vauque un Prieuré dépendant de l'Abbaye de Vezelay, de laquelle je suis Titulaire ; aussi-tôt je le confere à un de mes neveux : Ensuite le Chapitre de Vezelay me requiert de faire l'union de ce même Benefice à l'Abbaye, conformément à une Bulle, qui en sécularisant l'Abbaye dans le Chef & dans les Membres, avoit prononcé l'union de plusieurs Prieurez dont celui-la étoit du nombre ; alors oubliant les interêts de ma famille, & ne voulant pas qu'il fut dit que je les eusse preferé à ceux de mon Eglise, je fis l'union autant qu'il pouvoit dépendre de moi ; je dépoüllai mon neveu du revenu, & conformément à ladite Bulle, le partage des Biens dudit Prieuré fut fait, entre le Chapitre de Vezelay & la Manse Abbatiale. Si j'avois été capable de Simonie ou de Confidance, n'eut-il pas été plus simple de joüir du Benefice sous le nom de mon neveu à qui je l'avois conféré, au lieu de sacrifier comme je le faisois, la meilleure partie du revenu par le partage des Biens que je ne pouvois me dispenser de faire en conséquence de l'union ; & aurois-je privé mon neveu de l'esperance de joüir dudit Prieuré, du moins après moi ; esperance qui auroit dû être le prix de la Confidance.

Pouvois-je m'empêcher de confere ce Benefice ? Le droit n'en étoit pas douteux, & je ne devois pas le négliger. Pouvois-je m'empêcher de faire l'union prescrite par la Bulle de sécularisation ; n'auroit-ce pas été manquer à ce que je devois à mon
Abbaye.